



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C.)

(Commun à tous les lots)

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, avenue Doyen Gaston GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N°AFFAIRE : 25A0033

Objet de la consultation :

**FOURNITURE DE TROUSSES OPERATOIRES STERILES, SETS DE SOINS STERILES, ARTICLES D'HABILLAGE,
ARTICLES DE PROTECTION, PETITS MATERIELS ET INSTRUMENTATION A USAGE UNIQUE POUR LE GHT
DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n°
2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'Offres Ouvert Européen

En application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la
commande publique

Date et heure limites de remise des offres :

15/07/2025 à 12 : 00 : 00

**DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :**

**[https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2778203&orgAcron
yme=x7c](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2778203&orgAcronyme=x7c)**

SOMMAIRE

Article.1	ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	4
Article.2	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	5
2.1	Durée du marché public.....	5
2.2	Reconduction	5
Article.3	Decomposition du marché public.....	5
3.1	Tranches.....	5
3.2	Lots.....	5
3.3	Phases	6
Article.4	Procédure.....	6
4.1	Type de procédure	6
4.2	Délai de validité des offres	6
4.3	Contenu du dossier de consultation	6
4.4	Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique	7
4.5	Modifications des détails du dossier de consultation.....	7
4.6	Compléments à apporter au cahier des charges	7
4.7	Renseignements complémentaires.....	8
4.8	Unité monétaire	8
4.9	Mode de financement et de règlement.....	8
Article.5	Essais visites et démonstrations	8
5.1	Essais ou démonstrations	8
5.1.1	Spécimens	9
5.1.2	Modalités de remise des spécimens	9
5.1.3	Echantillons pour essais	10
5.1.4	Déroulement des essais :	10
5.1.5	Modalités de remise des échantillons :.....	12
5.1.6	Déroulement des essais ou démonstrations.....	13
Fin des essais ou démonstrations		14
5.1.7	Fin des essais ou démonstrations	14
5.2	Visite des locaux.....	14
Article.6	Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres	14
6.1	Dispositions relatives aux sous-traitants	14
6.2	Dispositions relatives aux groupements	14
6.3	Présentation des plis.....	15
6.4	Contenu des plis.....	15
6.4.1	PIECES OBLIGATOIRES ATTENDUES POUR L'OFFRE (<i>de base et variantes</i>).....	15
6.4.2	PIECES OBLIGATOIRES ATTENDUES POUR LA CANDIDATURE	17
6.5	Envoi et réception des plis	18
Article.7	Vérification des conditions de participation des candidats	20
Article.8	EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES	20
8.1	Pondération des critères de jugement des offres :	20
8.2	Modalités de calcul des notes attribuées au candidat pour les critères et sous-critères :.....	20
8.2.1	Evaluation clinique ou essai in VITRO : 65 %.....	20
8.2.2	Prix : 30%.....	22
8.2.3	Performance environnementale : 5%	22
8.2.4	Critère 1 : Valeur technique – pondération 55%.....	23
8.2.5	Critère 2 : Prix – pondération 40%	24
8.2.6	Critère 3 : Performance environnementale – pondération 5% apprécié sur la base des réponses à l'annexe 2 au RC Cadre de réponse Performance environnementale	24
Article.9	Variantes	25

9.1	Variantes à l’initiative des soumissionnaires (variantes libres)	25
9.2	Variantes techniques à l’initiative du pouvoir adjudicateur (facultatives)	25
Article.10	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	26
Article.11	Notification de l’accord-cadre a bons de commande.....	27
Article.12	RECOURS CONTENTIEUX	27
12.1	Instances chargées des procédures de recours contentieux	27
12.2	Introduction des recours contentieux	27

ARTICLE.1 ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché porte sur les fournitures ou prestations de service suivantes :

FOURNITURE DE TROUSSES OPERATOIRES STERILES, SETS DE SOINS STERILES, ARTICLES D'HABILLAGE, ARTICLES DE PROTECTION, PETITS MATERIELS ET INSTRUMENTATION A USAGE UNIQUE POUR LE GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON

Pour les établissements suivants :

- CHU de Montpellier
- CH de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique
- CH de Lodève

La consultation aboutira à un :

☒ Accord cadre à bons de commande

☒ Avec montant maximum par lot fixé à l'article 1.2 du CCAP

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

- 33141620 Trousses médicales
- 39518100 Champs opératoires
- 33162100-4 Equipements pour bloc opératoire
- 18143000 Equipements de protection
- 33162000-5 Instruments pour bloc opératoire
- 33191000-5 Dispositifs de stérilisation, de désinfection et d'hygiène
- 33124130-5 Fournitures pour diagnostic
- 18800000-7 Articles chaussants

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

- 18.312 Dispositifs médicaux d'instrumentation
- 18.313 Objets de soins
- 18.32 Drapage et habillement
- 18.425 Petit équipement divers
- 18.343 Dispositifs médicaux consommables de stérilisation
- 37.013 Articles d'hygiène

ARTICLE.2 DUREE DU MARCHE PUBLIC

2.1 Durée du marché public

Les présents marchés publics seront conclus pour une durée de 1 an à compter du leur date de notification.

La date prévisionnelle de commencement des marchés est le 02/03/2026

2.2 Reconduction

Le marché est-il reconductible ?

☒ **Oui** ☐ **Non**

Le marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

ARTICLE.3 DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

3.1 Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ **Oui** ☒ **Non**

3.2 Lots

Il est prévu une décomposition en lots

☒ **Oui** ☐ **Non**

Se reporter au DQE.

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots ou tous les lots.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

3.3 Phases

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE.4 PROCEDURE

4.1 Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

4.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 12 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

4.3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

Pour tous les lots :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - ✓ Bordereau(x) de prix ;
 - ✓ Ristourne (pourcentage de remise sur le chiffre d'affaire) à compléter ;
 - ✓ Le cas échéant, pour les exploitants ayant recours à un distributeur hors groupement, convention de mandat ;
 - ✓ Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :
 - ✓ Portail PAD Description de la solution ;
 - ✓ Portail PAD Données obligatoires catalogues eContent
 - ✓ Annexe développement durable ;
 - ✓ Adresses de facturation des CH du GHT Est-Hérault et Sud Aveyron GHT ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et son annexe :
 - Annexe caractéristiques techniques pour les lots 70 à 81 ;

- La charte des essais (les fiches techniques Type Europharmat par DM et la fiche note d'intérêt thérapeutique) ;
 - Caractéristiques Logistiques à compléter ;
 - Procédés de stérilisation en vigueur au CHU de Montpellier ;
- Le Règlement de la Consultation et ses annexes :
 - Détails des Quantités Estimatives (DQE) ;
 - Pièces à fournir pour le dossier de consultation et de remise de l'enveloppe de candidature et offre par voie dématérialisée ;
 - Note relative à la dématérialisation des factures ;
 - Adresse électronique ;
 - Annexe modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée
 - Les Cadres de réponse développement durable ;
 - Les formulaires :
 - Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants (DC1) ;
 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2) ;
 - L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » à compléter et signer ;
 - La lettre d'engagement à signer le contrat d'adhésion au portail PAD ou qu'il a déjà signé un contrat d'adhésion au portail PAD
 - Le contrat d'affiliation PROACTIS (adhésion au portail PAD)

4.4 Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4.5 Modifications des détails du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.6 Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4.7 Renseignements complémentaires

Les candidats pourront, sous 10 jours maximum avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4.8 Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4.9 Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Le financement sera basé sur le budget du CHU (de chaque établissement membre du GHT).

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours.

ARTICLE.5 ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS

5.1 Essais ou démonstrations

Les articles suivants s'appliquent uniquement POUR LES LOTS 1 A 69 :

Dans le cadre de la présente consultation, les offres seront appréciées sur la base du dossier technique et à partir de :

☒ L'évaluation clinique conformément à la charte des essais en annexe ;

Et

☒ Les essais in vitro réalisés sur le spécimen prévu à cet effet, fourni par le candidat.

Si les essais in vitro ne peuvent pas être réalisés, seule une évaluation clinique sera opérée.

5.1.1 SPECIMENS

Définitions :

- Spécimen pour essais in vitro : exemplaire d'un produit remis à l'appui d'une proposition, pour permettre l'analyse des offres.
- Spécimen contractuel : exemplaire d'un produit remis à l'appui d'une proposition, pour permettre la comparaison avec les produits livrés au cours de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande. Le titulaire s'engage à livrer un produit conforme au spécimen tout au long de l'accord-cadre à bons de commande.

La demande de spécimen est précisée lot par lot dans le document relatif au détail des quantités estimatives (annexe au présent R.C.). Pour chaque lot concerné, les candidats doivent fournir le nombre de spécimens précisés dans le DQE (un pour essais in vitro, un contractuel).

Les fournisseurs dont les Dispositifs Médicaux sont référencés au CHU de Montpellier doivent fournir un seul spécimen sur les lots concernés.

5.1.2 MODALITES DE REMISE DES SPECIMENS

Les candidats devront envoyer les spécimens accompagnés de leur fiche technique à l'appui de leur offre, avant la date indiquée sur la page de garde du présent document, et par tout moyen donnant date et heure certaine à l'adresse suivante :

C.H.U. de MONTPELLIER –
Direction des Achats et des Approvisionnements
Pharmacie Euromédecine
A l'attention de Mme BUCHET Charlotte
169, Rue du Caducée - 34295 Montpellier Cedex 5

La mention :

« Spécimen FOURNITURE DE TROUSSES OPERATOIRES STERILES, SETS DE SOINS STERILES, ARTICLES D'HABILLAGE, ARTICLES DE PROTECTION, PETITS MATERIELS ET INSTRUMENTATION A USAGE UNIQUE POUR LE GHT EST HERAULT SUD AVEYRON »
Affaire N°25A0033

→ Devra être indiquée de façon lisible sur les différents colis.



Chaque spécimen et fiche technique portera l'identification des numéros du lot et du sous lot ainsi que les libellés auxquels il correspond.

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise de spécimens matériels.

Les spécimens constituent les pièces de référence de l'accord-cadre à bons de commande.

Les spécimens donneront lieu au versement d'une prime : ☐ Oui ☒ Non

L'absence de remise d'une partie des spécimens comme mentionné dans le document relatif au Détail des Quantités Estimatives (annexe au présent R.C.), entraînera l'irrégularité de l'offre.

Le titulaire s'engage à livrer un produit conforme au spécimen tout au long de l'accord-cadre à bons de commande.

A l'issue de la consultation, le candidat non retenu pourra reprendre les spécimens fournis. Il notifiera expressément sa décision. Il disposera d'un mois pour les reprendre à compter de la date d'envoi de la décision d'attribution. Au-delà, les spécimens ne pourront être réclamés.

5.1.3 ECHANTILLONS POUR ESSAIS

Définition :

Echantillon : élément qui sert à évaluer un produit au sein d'une unité de soin.

5.1.4 DEROULEMENT DES ESSAIS :

Conformément à la Charte des Essais (annexe au CCTP), les essais se dérouleront de la manière suivante :

1. Afin d'organiser la mise en place et le suivi de l'essai, le fournisseur prendra rendez-vous **par écrit** (mail, courrier...) auprès des interlocuteurs suivants :

Pour les prises de rendez-vous avec l'équipe Pharmaceutique liées à des essais :

- **Contactez le secrétariat de la pharmacie Euromédecine** – adresse mail phar-euro-sec@chu-montpellier.fr

La demande de RDV devra obligatoirement avoir été faite par écrit par le fournisseur sous peine d'irrégularité de l'offre.

Etant rappelé que l'équipe pharmaceutique ne pourra recevoir de candidat entre la date de publicité et la date limite de Remise des Offres. Les présentations de dispositifs médicaux à l'équipe pharmaceutique pourront être effectuées à partir de la date de remise des offres et au plus tard dans les 4 semaines suivantes.

2. La pharmacie fixera par **écrit** (mail, courrier...) une date pour la présentation du Dispositif médical à l'équipe pharmaceutique.

Un dossier technico-réglementaire complet comprenant : une fiche technique (type Euro-Pharmat ou équivalent), l'attestation de marquage CE, la notice d'instruction, le cas échéant. Tout document que vous jugerez utile (revue bibliographique, ...) pourra être joint. Une documentation commerciale n'est pas suffisante (. Il est fortement préconisé d'utiliser le modèle de fiche proposé en annexe 1 de la charte des essais.)

Les dispositifs médicaux devront impérativement avoir été présentés à un membre de l'équipe pharmaceutique avec une documentation complète sous peine d'irrégularité de l'offre.

Dans le cas d'irrégularité à ce stade la mise en place de l'essai sera refusée par la pharmacie.

3. A l'issue de cette présentation et après validation **écrite** (mail, courrier...) d'un pharmacien de l'équipe DMS, la mise en place de l'essai est réalisable. Le candidat fera livrer, dans le délai qui sera indiqué par la pharmacie dans le mail de validation de la mise en place de l'essai, les échantillons à la pharmacie à l'adresse suivante :

**PHARMACIE EUROMEDECINE
PLATEFORME LOGISTIQUE PHARMACIE
499, Rue du Caducée
34790 GRABELS**

Les échantillons devront impérativement avoir été envoyés à la pharmacie dans les délais prescrits sous peine d'irrégularité de l'offre.

Les DMS :

- Acheminés directement dans les services par les fournisseurs sans avoir été enregistrés par la pharmacie Euromédecine
- Provenant de congrès ou autres établissements de santé
- Laissés par un utilisateur pour une formation ou autre

➔ Seront refusés **et l'offre sera déclarée irrégulière.**

Les essais ne font pas l'objet de versement d'une prime. Toute demande de rémunération entraînera l'irrégularité de l'offre.

A titre exceptionnel, le pharmacien peut autoriser par **écrit** (mail, courrier...) le fournisseur à envoyer directement les échantillons dans les services.

Chaque livraison du fournisseur doit être accompagnée d'un bon de livraison comportant les références, les n° de lot, les désignations et les quantités.

Dans le cas mentionné ci-dessus où le pharmacien a autorisé le fournisseur à envoyer directement les échantillons dans les services, la copie du bon de livraison sera adressée dans les plus brefs délais par le fournisseur à la pharmacie pour enregistrement informatique. Un numéro d'essai sera donné et la fiche d'évaluation sera transmise par courrier au service.

Des échantillons supplémentaires nécessaires à l'analyse des offres pourront être adressés sur **demande écrite (mail, courrier...) de** l'équipe pharmaceutique.

L'absence de remise des échantillons supplémentaires entraînera l'irrégularité de l'offre.

Principe : L'évaluation thérapeutique des dispositifs nécessite d'avoir du recul. A cette fin, tous les essais effectués par les unités de soins sont référencés et suivis dans une base des essais gérée par le CHU de Montpellier.

Dans le cas de dispositifs déjà référencés au sein du CHU de Montpellier ou de dispositifs ayant fait l'objet d'essais lors de la précédente consultation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas les tester à nouveau et n'imposera pas dans ce cas l'envoi des échantillons.

Les notes techniques tiendront compte des évaluations effectuées par les unités de soins.

4. Les essais seront organisés dans les services par l'équipe pharmaceutique.

Les DM pour essais sont livrés dans le service par un chauffeur du CHU ou par le délégué médical du soumissionnaire, avec la fiche d'évaluation CHU et un bon de prise en charge CHU du colis (cf. annexe 3 à la charte des essais).

Si le délégué apporte lui-même l'essai, il conviendra **par écrit** (mail, courrier...) avec l'interlocuteur de la Pharmacie d'un rendez-vous pour tracer l'essai et porter le matériel et les documents correspondants à l'essai dans les unités de soins.

Il incombe au fournisseur d'assurer l'information et la formation des équipes à la bonne utilisation du DMS. Le fournisseur "accompagnera" l'essai si besoin tout au long du déroulement de celui-ci.

L'absence d'accompagnement du fournisseur pendant l'essai, si ce dernier a été demandé lors de la présentation à la pharmacie, entraînera l'irrégularité de l'offre.

- Les échantillons donneront lieu au versement d'une prime :

☐ Oui ☒ Non

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise d'échantillons matériels.

Conditions de restitution des échantillons et/ou des spécimens

Le candidat dont l'offre a été rejetée dispose d'un mois à compter de la réception de la lettre de rejet relative au lot concerné pour demander la restitution du spécimen contractuel et/ou des échantillons non utilisés. Au-delà, les produits ne pourront être réclamés. L'expédition sera à ses frais.

Les articles suivants s'appliquent uniquement POUR LES LOTS 70 A 81 :

5.1.5 MODALITES DE REMISE DES ECHANTILLONS :

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise d'échantillons, dans le délai de remise des offres.

Les échantillons seront envoyés à l'attention de **Mme Emilie PELOURSON**, à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et des Approvisionnements
Secteur Production de soins - Bureau BEL/OB137

Affaire n°25A0033 - FOURNITURE DE TROUSSES OPERATOIRES STERILES, SETS DE SOINS STERILES, ARTICLES D'HABILLAGE, ARTICLES DE PROTECTION, PETITS MATERIELS ET INSTRUMENTATION A USAGE UNIQUE POUR LE GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON

**1 Place Jean Baumes
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

La mention suivante devra être lisiblement indiquée sur le colis :

**Appel d'offres n° 25A0033
Fourniture de trousse opératoires stériles, sets de soins stériles, articles d'habillement, articles de protection, petits matériels et instrumentation à usage unique pour le GHT de l'Est Hérault et du Sud Aveyron
Echantillons à l'attention de Mme Emilie PELOURSON**

Les échantillons devront être identifiés individuellement par une étiquette mentionnant :

**- Affaire n° 25A0033
- Nom du candidat
- Numéro du lot/sous lot de la consultation
- Référence du produit (identique à celle figurant au BPU)**

Les échantillons devront être envoyés avant la date limite de réception des offres et devront être remis en main propre contre récépissé, ou s'ils sont adressés par la poste, par tout moyen donnant date et heure certaine.

Un bon de livraison accompagnera les échantillons. Le bon de livraison sera signé par le réceptionnaire. Ce bon de livraison comportera notamment :

- La référence à l'affaire et l'intitulé de la consultation,
- La date et l'heure de livraison,
- L'identification des produits par leur référence, le nombre d'échantillons livrés,
- Les numéros de lot/sous lot de la consultation,
- Le nom du candidat

Le nombre d'échantillons à livrer est fixé à l'annexe 1 « Détail quantitatif estimatif relatif à la Famille Produits de santé (Lots 70 à 81) » au présent règlement de consultation.

Tout échantillon supplémentaire pourra être demandé si nécessaire au cours des essais.

L'absence de remise des échantillons entraînera l'irrégularité de l'offre.

5.1.6 DEROULEMENT DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS

Les essais débuteront après l'ouverture des plis.

Le candidat sera présent pour les essais/démonstrations : ☐ **Oui** ☒ **Non**

Composition du groupe évaluateur :

- Acheteur

- Conseillères techniques
- Utilisateurs

5.1.7 FIN DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS

Les échantillons donneront lieu au versement d'une prime : ☐ Oui ☒ Non

Les échantillons du candidat retenu seront restitués : ☐ Oui ☒ Non

Les échantillons du candidat rejeté seront restitués : ☐ Oui ☒ Non

5.2 Visite des locaux

Sans objet

ARTICLE.6 MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

6.1 Dispositions relatives aux sous-traitants

Sans objet.

6.2 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public, la personne publique n'imposera aucune forme de groupement.

Il est précisé que si le titulaire du marché a recours à un distributeur, ce dernier ne pourra pas être titulaire du marché. La présentation en groupement d'entreprise reste toutefois possible. Dans ce cas, le marché, sera signé par l'exploitant ou par le distributeur, au nom de l'exploitant, au sens de l'article R.5124-2 du Code de la Santé Publique.

En l'absence de groupement, si l'exploitant qui recourt à un distributeur est désigné attributaire, il devra, au plus tard à l'attribution du marché, communiquer au CHUM la convention de mandat selon le modèle joint en annexe de l'acte d'engagement. A défaut de fourniture de ce document, le marché sera attribué au second.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

6.3 Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.

NB : une tolérance est accordée pour la signature des pièces suivantes :

- Annexe Sanctions russes
- Pouvoirs du candidat et habilitations du cotraitant
- Lettre d'engagement PAD
- Le contrat d'affiliation PROACTIS (adhésion au portail PAD)



Il est souhaité que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

6.4 Contenu des plis

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants **obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français.**

6.4.1 PIECES OBLIGATOIRES ATTENDUES POUR L'OFFRE (DE BASE ET VARIANTES)

Pour tous les lots :

✓ **Acte d'engagement et annexes financières complétées :**

☐ **L'acte d'engagement ;**

- *La signature électronique de l'acte d'engagement est obligatoire uniquement pour l'attribution du marché ;*
- *Préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement ;*

☐ **Bordereau de prix ;**

- ***Il est demandé*** au candidat de renseigner son offre dans le bordereau de prix fourni dans le DCE au format Excel.
- ☐ **Ristourne** (pourcentage de ristourne sur le chiffre d'affaire) ;

✓ **L'annexe au RC dûment renseignée :**

- ☐ **Le cadre de réponse performance environnementale ;**
 - Une documentation en appui du cadre de réponse est appréciée dans la limite des informations demandées sur le cadre de réponse doit rester en lien avec les fournitures objet du marché.
 - Le document devra être rendu au format Excel ;

Pour les lots 1 à 69, les fournisseurs devront préciser les conditions de reprise des produits qu'ils seront susceptibles d'appliquer au cas où l'Etablissement n'aurait pas utilisé ces produits.

De la même façon, le fournisseur devra préciser les modalités de reprise de dispositifs non stérile déconditionnés (**cf. article 4.8 CCTP**) ;

Le fournisseur précisera dans son offre, la **procédure mise en œuvre en cas de rappel des produits** (**article 7 du CCAP**).

✓ **Autres pièces obligatoires :**

- ☐ **Spécimens et échantillons lorsqu'ils sont demandés** (Cf. annexe du RC - Détail quantité estimative D.Q.E) ;
- ☐ **Documentation technique de tous les produits proposés dans l'offre :**
 - **Fournir un dossier technique complet** (cf. articles 2 et 3.5 du CCTP) :
 - ☐ Fiches techniques de tous les produits proposés ;
 - ☐ Fiche Dossier d'information DM CHU Montpellier (type europharmat) ;
 - ☐ Attestation marquage CE - Notice d'utilisation -Fiche de Stérilisation ;
 - ☐ Note d'intérêt thérapeutique (**lots 1 à 69**) ;
 - ☐ Bibliographie/ Publications (**lots 1 à 69**)
- ☐ **L'attestation sur l'honneur « sanctions russes »** complétée et signée (*de préférence électroniquement, le cas échéant manuscritement*) ;
- ☐ **La lettre d'engagement PAD** (*signée de préférence électroniquement par le candidat, à défaut manuscritement*) à signer le contrat d'adhésion au portail PAD ou qu'il a déjà signé un contrat d'adhésion au portail PAD (**lots 70 à 81**) ;

OU

- ☐ **Le contrat d'affiliation PROACTIS** (adhésion au portail PAD) complété et signé (de préférence électroniquement par le candidat, à défaut manuscritement) (**lots 70 à 81**) ;
- Le cas échéant, pour les exploitants ayant recours à un distributeur hors groupement, la convention de mandat ;
- Le titulaire indiquera dans son offre la durée et les conditions spécifiques de garantie de ses fournitures ;

✓ **Pièces facultatives :**

- ☐ **Annexe du RC** : Adresse électronique du candidat complété
- ☐ **Annexe CCTP** : Caractéristiques Logistiques complétées

6.4.2 PIECES OBLIGATOIRES ATTENDUES POUR LA CANDIDATURE

Pour tous les lots :

- ☐ **DUME**

OU

- ☐ **Lettre de candidature** et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent ;

- ☐ **Déclaration du candidat** individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent) ;

✓ **Capacité économique et financière :**

- ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- ☐ **Pouvoir de signature** de la personne habilitée OU le cas échéant, pouvoir de signature de la personne habilitée (signé de préférence électroniquement, à défaut manuscritement)

POUR LA CANDIDATURE :

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise dans le bordereau de prix sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

Pour les lots pour lesquels la ristourne est facultative : L'absence de renseignement du pourcentage de Ristourne (RFA) l'absence de remise du document renseigné sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

Pour les lots pour lesquels la ristourne est imposée

En cas d'absence de remise du document renseigné les taux de ristourne indiqués en annexe seront appliqués

En cas de modification des taux à la baisse ou de suppression de ces derniers l'offre sera déclarée irrégulière

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature de l'acte d'engagement ; **seul le candidat classé en 1^o position sera tenu de le signer électroniquement** et de fournir des opérateurs économiques concernés, signé(s) de préférence électroniquement.

Toutefois, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, **les candidats sont vivement invités à fournir, dès la remise de l'offre un acte d'engagement signé électroniquement** (cf annexe du RC - dématérialisation signature).

A l'issue de la procédure de passation, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui n'aurait pas déposé **un acte d'engagement signé électroniquement** sera invité à régulariser son offre en signant, sous 15 jours maximum son acte d'engagement électroniquement

A défaut, **le marché ne pourra pas lui être attribué et ce dernier sera attribué au candidat dont l'offre a été classée en seconde position.**

Compte tenu des délais d'obtention des certificats de signature électronique, les candidats qui n'en possèderaient pas sont invités à s'en procurer un d'ores et déjà afin d'être en mesure de répondre à une éventuelle demande de régularisation sur ce point.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.5 Envoi et réception des plis



Pour les consultations alloties, et pour les candidats qui soumissionnent à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur impose un **dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.**

Pour ce faire, les candidats doivent, préalablement à tout dépôt, sélectionner l'ensemble des lots pour lesquels ils souhaitent déposer une offre.

Ils procèdent ensuite au dépôt des pièces constituant leur offre sur chaque lot auquel ils soumissionnent.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert, étant rappelé que ce dernier doit comporter l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre, et ce, pour l'ensemble des lots auxquels il soumissionne.

**LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT**

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :

Pour les lots 1 à 69 :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Secrétariat pharmacie EUROMEDECINE
Achats pharmacie
A l'attention de Mme Charlotte BUCHET
499 Rue du Caducée
34790 – GRABELS**

Pour les lots 70 à 81 :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Production de soins
Bureau BEL/0B137
A l'attention de Mme Emilie Pelourson
1 place Jean Baumel
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5**

ARTICLE.7 VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de co-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement.

ARTICLE.8 EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES

En cas de variantes, l'acheteur établit un seul tableau d'analyse des offres de base et de l'ensemble des variantes.

8.1 Pondération des critères de jugement des offres :

Pour les lots 1 à 69 :

Le jugement des offres sera effectué à partir des critères suivants pondérés :

- 1- **Evaluation clinique ou essai in vitro :** **65%**
 - 1- **Sous Critère 1 :** Performances et résultats cliniques = **75%**
 - 2- **Sous Critère 2 :** Qualité et Caractéristiques techniques = **25%**
- 2- **Prix :** **30%**
- 3- **Développement durable :** **5%**

8.2 Modalités de calcul des notes attribuées au candidat pour les critères et sous-critères :

8.2.1 EVALUATION CLINIQUE OU ESSAI IN VITRO : 65 %

Le critère « Evaluation clinique » comprend des sous-critères pondérés de la façon suivante :

- **Sous Critère 1 :** Performances et résultats cliniques = **75%**
- **Sous Critère 2 :** Qualité et Caractéristiques techniques = **25%**

Cette évaluation sera faite :

- **Pour le sous-critère 1 « Performance et résultats cliniques »** : par les utilisateurs et/ou les équipes pharmaceutiques, sur la base des résultats des essais in vitro ou de l'évaluation clinique le cas échéant ;
- **Pour le sous-critère 2 « Qualité et Caractéristiques techniques »** : par l'équipe pharmaceutique qui appréciera notamment la qualité intrinsèque du produit sur la base de l'examen des spécimens et des fiches techniques (voir annexe RC – DQE).

Pour tous les lots :

- Les dispositifs déjà référencés ou déjà essayés dans les 4 ans précédents la présente consultation, ne seront pas testés à nouveau mais donneront lieu à une évaluation médicale notée.
- Une note sur 5 sera attribuée pour chaque sous-critère comme suit :
 - 1/5 : très insuffisant
 - 2/5 : insuffisant
 - 3/5 : acceptable
 - 4/5 : satisfaisant
 - 5/5 : très satisfaisant

Les notes de ces sous-critères seront calculées et pondérées selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Coefficient de pondération du sous-critère} \times \text{Note sous-critère obtenue par le candidat}}{\text{Note sous-critère maximale pouvant être obtenue (5)}} = \text{Note sous-critère attribuée au candidat}$$

L'addition des notes des sous-critères attribuées au candidat donnera la note d'Evaluation clinique obtenue par le candidat.

La note totale de ce critère sera calculée et pondérée selon la formule suivante :

$$\frac{((\text{Note Performance et résultats cliniques obtenue par le candidat} + \text{Note Qualité et Caractéristiques techniques obtenue par le candidat})) \times 65}{100}$$

= Note obtenue par le candidat pour le critère 1 (sur 65)

Le candidat qui aura obtenu une note au critère 1 inférieure ou égale à 13/65 sera éliminé sans qu'il soit procédé au classement de son offre.

La méthode d'évaluation de la variante sera la même que pour l'offre de base.

8.2.2 PRIX : 30%

Cette évaluation sera faite par l'acheteur à partir des éléments contenus dans l'offre du fournisseur et plus particulièrement consignés dans le bordereau de prix **appliqués aux quantités annuelles estimatives indiquées en annexe au règlement de consultation (DQE).**

En cas de discordance constatée dans une offre, les prix unitaires H.T. portés en chiffres sur les tableaux annexés prévalent sur toutes autres indications de l'offre. **Les erreurs de calcul ou de report seront corrigées et le montant du décompte rectifié en conséquence.**

La note de ce critère sera calculée et pondérée selon la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = 30 \times \frac{\text{Prix le(s) plus bas x quantité(s) estimative(s) sur 4 ans}}{\text{Prix proposé(s) par le candidat x quantité(s) estimative(s) sur 4 ans}}$$

8.2.3 PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE : 5%

La performance environnementale du produit sera appréciée **en fonction du cadre de réponse complété par le candidat.** Pour ce critère, le candidat obtiendra pour chacun des items listés dans ce cadre de réponse une note à partir du barème suivant :

- ✓ Insuffisant ou absence de réponse ou absence de justifications quand demandées = 0/1
- ✓ Réponse acceptable ou partielle = 0,5/1
- ✓ Réponse très satisfaisante = 1/1

La note attribuée sera la somme des notes obtenues par items.

La note sur 5 sera obtenue en divisant la note sur 10 par 2.

En cas de non-remise du cadre de réponse ou de remise d'un cadre de réponse vierge, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière

Modalités de calcul de la note finale attribuée au candidat :

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Le candidat qui aura obtenu la meilleure note sera classé en premier.

Pour les lots 70 à 81 :

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

8.2.4 CRITERE 1 : VALEUR TECHNIQUE – PONDERATION 55%

➤ **Pour le lot 70 :**

Le critère comporte 2 sous critères de valeur égale :

- Performance du produit : étanchéité, résistance, qualité des matériaux
- Ergonomie : simplicité d'utilisation, coupe

➤ **Pour les lots 71, 72, 73, 74, 75, 76 et 80 :**

Le critère comporte 2 sous critères de valeur égale :

- Performance du produit : résistance, qualité des matériaux
- Ergonomie : simplicité d'utilisation, forme

➤ **Pour les lots 77 et 78 :**

Le critère comporte 2 sous critères de valeur égale :

- Performance du produit : qualité des matériaux, efficacité
- Ergonomie : simplicité d'utilisation, forme, qualité de la prise en main

➤ **Pour le lot 79 :**

Le critère comporte 2 sous critères de valeur égale :

- Performance du produit : qualité des matériaux, qualité et efficacité du nettoyage
- Ergonomie : simplicité d'utilisation, qualité de la prise en main

➤ **Pour le lot 81 :**

Le critère comporte 2 sous critères de valeur égale :

- Performance du produit : qualité des matériaux, résistance, résistance à l'eau, qualité du système d'attache, efficacité
- Ergonomie : simplicité d'utilisation, forme

Une note sur 5 sera attribuée pour chaque sous critère comme suit :

1/5 : très insuffisant

2/5 : insuffisant
3/5 : acceptable
4/5 : satisfaisant
5/5 : très satisfaisant

Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pour chaque sous-critère. La note de ce critère sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = 55 \times \frac{\text{Note technique obtenue par le candidat}}{\text{Note technique maximale pouvant être obtenue par un candidat (10)}}$$

8.2.5 CRITERE 2 : PRIX – PONDERATION 40%

La note de ce critère sera calculée à partir du ou, en cas de sous-lots, des prix unitaires remisés indiqués par le candidat dans le bordereau de prix appliqués à la, ou en cas de sous-lots, aux quantités estimatives sur 4 ans indiquées à l'annexe 1 du présent règlement de la consultation de la façon suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = 40 \times \frac{\text{Prix le(s) plus bas x quantité(s) estimative(s) sur 4 ans}}{\text{Prix proposé(s) par le candidat x quantité(s) estimative(s) sur 4 ans}}$$

8.2.6 CRITERE 3 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE – PONDERATION 5% APPRECIÉ SUR LA BASE DES REPONSES A L'ANNEXE 2 AU RC CADRE DE REPONSE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Chaque item sera noté comme suit :

- Insuffisant ou absence de réponse ou absence de justifications quand demandées = 0/1
- Réponse acceptable ou partielle = 0,5/1
- Réponse très satisfaisante = 1/1

La note attribuée sera la somme des notes obtenues par items.

La note pondérée du critère 3 sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = 5 \times \frac{\text{Note obtenue par le candidat}}{\text{Note maximale pouvant être obtenue (6)}}$$

En cas de non-remise du cadre de réponse ou de remise d'un cadre de réponse vierge, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

Modalités de calcul de la note finale attribuée au candidat :

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Le candidat qui aura obtenu la meilleure note sera classé en premier.

ARTICLE.9 VARIANTES

9.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

9.2 Variantes techniques à l'initiative du pouvoir adjudicateur (facultatives)

Variantes proposées par l'acheteur : ☒ Oui ☐ Non

Obligatoires ? ☐ Oui ☒ Non

Les candidats sont autorisés à proposer **une seule variante, en plus de l'offre de base exigée, uniquement pour les lots 18 à 68** (trousses opératoires et sets de soins).

La remise d'une offre de base conforme aux spécifications du dossier de consultation est obligatoire ; les variantes ne seront examinées que si cette condition est remplie.

Les candidats sont invités, de manière facultative, à proposer une variante portant sur une offre alternative de trousse opératoire et de set de soins.

Cette offre complémentaire pourra explorer tout ou partie des axes suivants :

1. Substitution de certains matériaux par des versions :
→ Par exemple :
 - Biodégradables, compostables, recyclables ;
 - Plus résistants ou plus souples selon l'usage (ex : champs opératoires renforcés) ;
 - Absence de latex naturel ;
 - Propositions avec matériaux à faible empreinte carbone ou issus de filières éco-responsables ;
2. Contenu alternatif :
→ Par exemple :
 - Remplacement de certains consommables par des équivalents innovants ou optimisés ;
 - Réduction de composants redondants ou rarement utilisés, avec justification basée sur l'usage courant ;
 - Intégration de nouveaux éléments ;
3. Intégration de tout dispositifs supplémentaire pouvant être utile ;

La composition des variantes devra tenir compte de ce qui est demandé dans l'offre de base détaillée dans le DQE, annexe au règlement de la consultation.

Chaque variante devra être présentée de manière distincte, dans un dossier séparé clairement identifié comme « Variante n°1 », et comporter :

- ✓ Une description précise des modifications apportées par rapport à l'offre de base ;
- ✓ Un devis détaillé propre à la variante à remplir dans le BPU Excel joint au DCE ;
- ✓ Toute documentation technique ou justificative nécessaire à son évaluation.

Des spécimens devront être envoyés pour les variantes proposées, pour les lots 18 à 68, selon ce qui est demandé dans le DQE.

Les variantes seront analysées de manière identique que l'offre de base, selon les critères décrits à l'article 8 du règlement de la consultation.

ARTICLE.10 ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, **les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.**

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivantes :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, **la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE.11 NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE.12 RECOURS CONTENTIEUX

12.1 Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

12.2 Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.